



ANNONCES MACRON : INCOHÉRENCE SANITAIRE, VIOLENCE SOCIALE ET CULTURE EN DANGER !

Face à la progression du virus, E. Macron a annoncé le 12 juillet en soirée de nouvelles mesures sanitaires. N'assumant pas l'obligation de vaccination pour toute la population, des restrictions très fortes vont être prises, dont l'obligation de présenter un pass sanitaire pour entrer dès le 21 juillet dans les salles de spectacle, de cinéma et espaces de loisirs, et à partir du 1^{er} août pour d'autres lieux recevant du public.

En quinze jours, nous passons du « *tout ne va bien* » à « *rien ne va plus* ». Un étrange tango, la danse du « *stop and go* » reprend ainsi encore une fois, alors que le festival d'Avignon bat son plein, et que sortant de l'angoisse de cette période, public et professionnel-le-s se retrouvaient enfin. La joie de se retrouver, même de façon limitée, aura été de courte durée.

Les déclarations d'E. Borne du 13 Juillet viennent encore enfoncer le clou en indiquant que le pass sanitaire s'étendrait même aux professionnel-le-s des lieux de culture, avec risque de sanctions et de licenciement alors même que le volume d'emploi est encore catastrophique dans nos secteurs.

Les artistes et technicien-ne-s intermittent-e-s du spectacle, les autrices et auteurs, déjà durement touché-e-s par la perte d'emploi ou d'activité depuis mars 2020, mais aussi les salarié-e-s permanent-e-s pourraient voir leur activité entravée, avec suspension du contrat de travail pour les CDI et interdiction de travailler pour les CDD, du fait de cette mesure.

Faisant preuve d'une totale inconsistance, la ministre annonce un délai de 3 semaines avant l'application de cette règle aux salarié-e-s. Quand on connaît les délais avant d'avoir une couverture vaccinale complète en comptant les embouteillages pour accéder à la vaccination, on mesure le nombre de travailleurs et travailleuses risquant d'avoir des difficultés. Il nous restera ainsi le test toutes les 48 heures mais qui ne sera plus remboursé à partir de mi-septembre. Ainsi le pouvoir macroniste choisit de faire peser la responsabilité de la crise sanitaire sur les travailleuses et travailleurs, pour masquer l'insuffisance de sa politique de santé.

Les activités dans le spectacle ont été parmi les plus durement touchées depuis mars 2020 et n'ont cessé de subir des décisions contradictoires : fermetures au public, réouvertures très partielles, limitations de jauges, annulations selon des critères aléatoires d'un département à l'autre par les préfets ou les employeurs, etc... À cela s'ajoute un plan pour l'emploi insuffisant et mal calibré, qui ne permet pas de voir s'amorcer la relance tant espérée.

Au regard de tous ces éléments, la prolongation partielle au 31 décembre des droits à l'assurance chômage des intermittent-e-s du spectacle, conditionnée à « *une vigoureuse reprise* » s'avère d'ores et déjà largement insuffisante : il est urgent de renégocier !

Tout en menant cette politique reléguant le spectacle, entre autres, aux activités non essentielles, sous-entendu facultatives, le Président annonce que la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage devront être mises en œuvre. Dès le 1^{er} octobre, il entend passer outre la suspension de la baisse des allocations chômage par le Conseil d'Etat.

D'un côté les obligations sont durcies pour les salarié-e-s, jusqu'à l'interdiction de travailler au nom de la contrainte sanitaire, de l'autre les réformes détruisent la protection sociale !

Sans doute de crainte de ne pouvoir justifier leurs décisions à Avignon, le Premier Ministre et la ministre de la Culture ont annulé leur venue au Festival en cette fin de semaine : quel courage !

La Cgt Spectacle et ses syndicats appellent les salarié-e-s à s'organiser pour refuser les reculs dans le droit du travail et dans la protection sociale, et pour une autre politique culturelle, sans rien céder à la lutte contre le virus.

- **Nous recenserons toutes les informations sur les entorses au code du Travail que les professionnel-le-s feront remonter à la Cgt Spectacle et ses syndicats sur tous les lieux de travail de l'été en préparant une rentrée offensive !**

Paris, 13/07/2021.